



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le 20 JUIN 2013

L'hotellier R2A

6, rue Nicolas APPERT

41350 CONTRES

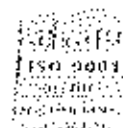
Unité territoriale du Loir et Cher

Régularisation des activités
d'application de revêtements anti-
adhérents (téflon, silicone) sur des
moules neufs ou à retraiter.

Rapport de l'inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP / SPE)

Copies :
DRFAI Centre (SCR)

Pièce jointe :
- Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation



Par lettre reçue le 30 avril 2012 à la DDCSPP, l'agissant en qualité de Directeur de la société Lhotellier R2A (Lhotellier Revêtement anti-adhérent), sollicite une demande d'autorisation d'exploiter une installation afin de régulariser ses activités d'application de revêtements anti-adhérents (téflon, silicone) sur des moules neufs ou à retraiter, pour l'usage agroalimentaire (boulangerie et pâtisserie industrielle...), située 21-6 rue Nicolas APPERT, 41 700 CONTRES. Cette demande fait suite à l'accroissement significatif de l'activité depuis ces 10 dernières années.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 30 avril 2012, complété le 31 mai 2012, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 7 juin 2012.

I. OBJET DE LA DEMANDE

I.1 Nature et volume des activités

La société Lhotellier R2A bénéficie à ce jour du récépissé de déclaration n°71/2002 du 27 septembre 2002 pour les rubriques et les volumes d'activités suivants :

Rubrique	Alinéa	Régime ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume	Unité du volume
2564	2	DC	Nettoyage, régalage, décapage des métaux par des procédés utilisant des liquides organohalogénés	Volume des cuves	>200 et <1500	L
2575	-	D	Emploi de matières abrasives	Puissance installée	95	kW
2920	2.b	D	Installation de réfrigération, compression	Puissance absorbée	320	kW
2940	2.b	DC	Application de vernis, peintures sur support quelconque par pulvérisation	Quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée	90	kg/j
2940	3	DC	Application de vernis, peintures sur support quelconque faite par tout procédé mettant en œuvre des poudres à base de résines organiques	Quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée	85	kg/j

Les installations existantes relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après. La société LR2A ne dispose pas de l'autorisation requise.

Rubrique	Alinéa	Régime ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume ²	Unité du volume
2940	2.a	A	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...). 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé »	7 cabines de peinture par pulvérisation 5 installations de cuisson / séchage des moules	Quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée	> 100	kg/j	350	kg/j
2566	-	A	Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique	2 fours électriques de 95 kW 2 fours électriques de 75 kW 1 four au gaz 280 kW 1 four gaz à lit de sable fluidisé 272 kW	Capacité	Quelque elle soit	kW	892	kW
2575	-	D	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenilles métalliques, etc. sur un matériau quelconque	1 grenailleuse à turbine 3 cabines de sablage 1 machine de sablage 1 machine à média organique	Puissance installée des machines	>20	kW	163	kW

¹A autorisation
D déclaration
DC déclaration, soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement
NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

Rubrique	Allée	Régime ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume ²	Unité du volume
2940	3	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...). 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques.	3 cabines de poudrage	Quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisés	>20 mais < ou =200	kg/l	50	kg/l
1433	-	NC	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables.	Présence de peintures, primaires et diluants inflammables au poste de mélange	Quantité totale équivalente susceptible d'être présente	< ou = 5	t	0,5	t
1172	-	NC	Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'Environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques.	Petit bâtiment B	Quantité totale susceptible d'être présente	<20	t	4	t
1173	-	NC	Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'Environnement, toxiques pour les organismes aquatiques.	Petit bâtiment B	Quantité totale susceptible d'être présente	<100	t	3	t
1418	-	NC	Acétylène (stockage ou emploi de l')	2 bouteilles d'acétylène de 35 kg au poste de soudage	Quantité totale susceptible d'être présente	<100	kg	70	kg
1432	2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Petit bâtiment B et contenant C Peintures, primaires et diluants inflammables + Quelques produits d'entretien L'ensemble des produits est classé sous la catégorie B (coeff. 1)	Capacité équivalente	< ou = 10	m³	7	m³
1530	-	NC	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés.	Emballages papier et carton.	Volume susceptible d'être stocké	< ou = 1000	m³	n.d.	m³
1532	-	NC	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues.	Palettes bois.	Volume susceptible d'être stocké	< ou = 1000	m³	n.d.	m³
2660	-	NC	Métaux et alliage (travail mécanique des)	Présence d'une presse pour les petites réparations de 6 kW	Puissance installée de l'ensemble des machines	< ou = 50	kW	6	kW
2663	-	NC	Stockage de pneumatiques et de produits dont au moins 50% de la masse unitaire est composée de polymères.	Emballages plastiques	Volume susceptible d'être stocké	< 1000	m³	15	m³
2910	A	NC	Installations de combustion.	Une chaudière pour le chauffage de l'atelier	Puissance thermique maximale	< ou = 2	MW	0,785	MW

Rubrique	Alinéa	Régime ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume ²	Unité du volume
2925	-	NC	Atelier de charge d'accumulateurs.	16 postes de charge répartis dans les zones d'utilisation.	Puissance maximale de courant continu	< ou = 50	kW	16	kW

¹A (Autorisation) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

²Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

n.d : non défini

Par décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010, l'intitulé de la rubrique 2920 a été modifié et ne concerne donc plus que la compression de fluides inflammables ou toxiques. L'activité de réfrigération compression existante ne concerne que des fluides non inflammables et non toxiques. Elle n'est donc plus classée au titre de cette rubrique de la nomenclature.

1.2. Présentation de l'établissement

La société L'hotellier R2A est une société par actions simplifiée (SAS) au capital de 378 100 €, spécialisée dans l'application de revêtements anti-adhérents (silicone, téflon) sur des moules, neufs ou à retraiter, pour l'industrie agroalimentaire. Créée en 1941 à Montrichard (41), la société s'est implantée à Contres en 2000.

Les activités de l'établissement ont connu un développement significatif ces 10 dernières années et le bâtiment a subi 2 extensions en 2003 et 2005.

En 2007, la société a rejoint le Groupe Néerlandais KAAK qui produit et vend des machines dédiées à la même filière. Ce groupe compte environ 700 salariés.

Le site emploie actuellement une quarantaine de salariés.

1.3. Implantation / environnement du site

L'établissement occupe une superficie d'environ 24 000 m² (parcelles cadastrales n°BT19, BT20, BT21, BT22, BT23, BT36, BT37, BT38 et BT39) dont un bâtiment de 3 800 m², au sein de la zone industrielle de Contres (au nord-est de la commune ; zone U1 du plan local d'urbanisme), qui comporte une quinzaine de sociétés d'activités diverses.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 500 mètres, en bordure de la zone industrielle.

Un centre commercial est présent à environ 500 mètres.

Le site n'est concerné par aucun espace naturel à protéger. Les zones NATURA 2000 (Sologne) et ZNIEFF 2 (Forêt de Cheverny) les plus proches sont toutes deux situées à 3 km au nord-est du site.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment principal abritant les ateliers, les bureaux, le local transformateur, le local compresseur, et le local de stockage des consommables non réglementés,
- un bâtiment annexe A adossé au bâtiment principal servant de local de stockage des matériels traités,
- un bâtiment annexe B servant de local de stockage de matières premières réglementées,
- un container C utilisé comme lieu de stockage des produits fluorés.

Le site est bordé :

- au nord : par la société Transports ROBERT, des parcelles agricoles, puis la route départementale D102.
- à l'ouest : par des établissements industriels (AIM Emballage, La Roseraie, ...), la déchetterie municipale et au-delà des terres agricoles.
- au sud : par la rue Nicolas Appert, des établissements industriels (CLIMATELC, DAUCY...) et au-delà des terres agricoles.
- à l'est : par des établissements industriels et au-delà des terres agricoles.

1.4. Présentation de la demande / Cadre administratif

Les installations disposent actuellement d'un récépissé de déclaration n°71/2002 du 27 septembre 2002.

La régularisation administrative est liée à l'augmentation des capacités de traitement (nombre de cabines d'application) et à la substitution des activités de dégraissage / décapage chimique (perchloroéthylène) par des activités de décapage thermique.

La demande d'autorisation ne conduit à aucune extension ou construction de nouveau bâtiment.

Cette demande fait suite à un premier dossier :

- déposé en préfecture le 31 mars 2011, jugé complet et recevable le 21 avril 2011, et qui a fait l'objet d'une enquête publique en septembre 2011 à l'issue de laquelle le commissaire enquêteur a émis un avis favorable le 8 novembre 2011,
- retiré par le pétitionnaire le 15 décembre 2011 en raison d'une modification apportée au volet Air de l'étude d'impact et plus précisément concernant la solution retenue pour la mise en conformité des rejets de COV et de NMP.

1.5. Maîtrise de l'urbanisation.

Selon les modélisations réalisées dans le cadre de l'étude des dangers, les effets des phénomènes dangereux associés aux scénarios retenus restent circonscrits à l'intérieur des limites de propriété (effets thermiques et toxiques).

Un porter à connaissance ne se justifie donc pas.

II. PROCÉDURE D'INSTRUCTION.

II.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 31 juillet 2012 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

- Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.
- Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.
- Les mesures prises pour ramener les émissions de COV à un niveau acceptable sont en cours d'établissement définitif. Les orientations présentées dans le dossier concernant les techniques d'épuration sont toutefois cohérentes avec l'identification des enjeux de l'établissement et adaptées à la sensibilité de l'environnement du site.
- Pour les autres enjeux, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont globalement cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

II.2. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2012-221-0005 du 8 août 2012. Elle s'est tenue en mairie de Contres du 14 septembre 2012 au 18 octobre 2012 inclus.

L'enquête publique a été annoncée dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département (La Nouvelle République du Centre-Ouest et la Renaissance du Loir et Cher). L'avis au public a été affiché sur les panneaux prévus à cet effet.

Aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête. Une lettre a été déposée à la mairie le 11 octobre 2012 par [] à l'attention du commissaire enquêteur. L'exploitant a apporté les éléments de réponse par courrier du 31 octobre 2012 (cf. détail de la réponse en annexe 1).

Le 15 novembre 2012, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande.

II.3. Avis des communes concernées

Compte tenu du rayon d'affichage de 1 km autour des installations, les communes concernées par l'enquête sont celles de Contres et de Fresnes.

Lors de sa séance du 4 octobre 2012, le conseil de la communauté de communes du Controis (communes de Choussy, Chémery, Contres, Coudres, Feings, Fougère sur Bièvre, Fresnes, Oisly, Ouchamps, Sassay et Thénay) a émis un avis favorable sans observation particulière.

II.4. Avis des services consultés lors de l'enquête administrative

Les services suivants ont émis un avis :

- SIDPC (avis du 8 août 2012)
- D.D.T (avis du 8 août 2012)

- I.N.A.O (avis du 18 juillet 2012)
- A.B.F (avis du 20 septembre 2012)
- DRAC (avis du 17 juillet 2012)
- Conseil Général du Loir-et-Cher (avis du 25 septembre 2012)
- SDIS (avis du 13 mai 2013)

Aucun service n'a émis d'avis défavorable.

Des observations ont été émises concernant (cf. détail en annexe 2) :

- les eaux usées et les eaux pluviales (avis DDT) ;
- le SAGE Cher Aval et référence réglementaire sur la gestion des déchets (avis conseil général)
- la défense incendie, l'accès des véhicules de secours, le désenfumage, les installations électriques, les moyens de secours, la rétention des eaux d'extinction et l'isolement des locaux (avis SDIS).

Ces observations ont été prises en compte :

- par l'exploitant, qui a transmis à l'inspection les 9 avril et 14 juin 2013 ses éléments de réponse (cf. annexe 2),
- par l'inspection, dans la rédaction du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

III. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

III.1 Maîtrise des risques accidentels

Les principaux risques présentés par les installations exploitées par L'hotellier R2A sont liés au stockage et à l'emploi de produits chimiques.

Ainsi, les principaux risques présentés par les installations sont :

- le risque d'incendie,
- le risque de pollution accidentelle (par le déversement accidentel de produits ou par les eaux d'extinction d'un éventuel incendie),
- dans une moindre mesure, le risque d'explosion.

III.1.1. Risque incendie

Résultats des études et modélisations

L'analyse préliminaire des risques de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation a conduit le bureau d'études (Socotec Industries) à retenir 2 scénarii pour l'étude détaillée du risque incendie : l'incendie généralisé du bâtiment B et l'incendie du container de stockage des produits fluorés (container C).

Les modélisations thermiques et toxiques conduites montrent que :

x Les flux thermiques calculés sont contenus dans l'enceinte de la propriété. Aucun impact n'est à redouter sur les structures voisines et la rue Nicolas Appert.

x Pour le scénario d'incendie du bâtiment B, les flux de 8 kW/m^2 atteignent le bâtiment A. Néanmoins, au regard de la présence de la paroi du bâtiment A et du caractère incombustible des produits stockés dans ce dernier (plaques de moules), la propagation de l'incendie n'est pas redoutée. De plus, et dans ce sens, les flux de 16 kW/m^2 correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structure béton, n'atteignent pas la structure du bâtiment A.

x Pour le scénario d'incendie du container C, les flux de 8 kW/m^2 atteignent dans l'état, le stockage de déchets non combustibles sur rétention. Il est précisé que les déchets potentiellement inflammables sont déplacés en dehors de cette zone des effets dominos (minimum à 5 mètres du container).

x Les flux toxiques modélisés ne font pas craindre d'effets irréversibles ou létaux en cas d'incendie du container C de stockage de produits fluorés.

Mesures de maîtrise des risques mises en œuvre

- x Isolément des potentiels de danger / dispositions constructives : (cf. art. 7.3.2.1 du projet d'arrêté)

Afin de limiter le risque de propagation d'un incendie, les mesures passives suivantes sont en place :

- Les zones de stockage des produits dangereux sont isolées des zones de production (bâtiment B et container C).
 - Les locaux techniques (maintenance, transformateur, zone de stockage des produits non dangereux) sont isolés des zones de production dans des locaux spécifiques à l'intérieur du bâtiment principal. (murs coupe feu 2 heures)
 - Les murs séparatifs :
 - entre l'atelier et les locaux techniques,
 - entre l'atelier et les locaux sociaux/bureaux,
 - entre la zone d'application des revêtements siliconés et fluorés et la zone de décapage (sablage, grenaillage) et cuisson (mur de séparation à l'intérieur de la zone de production)
 sont de degré coupe-feu 2 heures (REI 120).
- L'exploitant s'est engagé à remplacer les 2 portes de communication entre la zone de production et les bureaux / locaux sociaux par des portes coupe feu de degré 1 heure avant fin 2014 (cf. recommandations du SDS).

x Désenfumage :

Actuellement, le bâtiment principal abritant les ateliers et le bâtiment A, zone de stockage des matériels traités, dispose d'un système de désenfumage constitué de trappes à commande automatique manuelle et automatique (15 pour le bâtiment principal et 3 pour le bâtiment A)

La réglementation impose les surfaces utiles de désenfumage suivantes :

... 2% de la surface totale de toiture pour les ateliers de revêtements (cf. arrêté ministériel du 2 mai 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940)

- 1% pour le reste du bâtiment principal et pour le bâtiment A (art R. 4216-14 du code du travail). Aucune obligation réglementaire n'existe pour le bâtiment B de 133 m².

La surface de désenfumage de l'atelier est de 0,9 %, L'exploitant s'est engagé à procéder à la mise en conformité du bâtiment principal au plus tard le 31 décembre 2014.

Nota : le site ne possède pas de surface non recouverte d'une surface supérieure à 1600 m². Aucun écran de cantonnement n'est donc réglementairement nécessaire.

x Moyens de lutte contre l'incendie :

En cas d'incendie, les besoins en eau ont été estimés par l'exploitant à 234 m³/heure. Ils sont assurés par 3 poteaux incendie publics :

- 1 poteau incendie de débit 60 m³/h situé à 50 m,
- 1 poteau incendie de débit 60 m³/h situé à 200 m,
- 1 poteau incendie de débit 120 m³/h situé à 50 m.

L'exploitant dispose également d'un réseau de RIA dans le bâtiment principal et le bâtiment A et d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site.

x Autres mesures (prévention) :

Les bâtiments de l'établissement sont équipés d'un réseau d'alerte interne (alarme sonore de détection incendie déclenchée par des brise-glace). Cette alarme est audible en tout point du site.

En dehors des heures d'ouverture, une télésurveillance (report d'alarme en cas d'intrusion dans les bureaux) et un gardiennage du site (rondes aléatoires de jour et de nuit) sont assurés par une société extérieure.

II.1.2 Risque de pollution accidentelle

Le sol du bâtiment est constitué de béton étanche. Par ailleurs, les produits liquides stockés sont sur rétention.

Le site ne dispose pas actuellement d'un système de confinement sur site de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (eaux d'extinction et de refroidissement, eaux pluviales susceptibles de s'écouler lors d'un incendie). L'exploitant s'est engagé à mettre en place un système de confinement étanche aux produits collectés et présentant une capacité minimum de 500 m³ au plus tard le 30 juin 2016. Ce système comportera notamment un bassin de rétention, isolé en permanence par rapport au milieu naturel et maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation au moyen d'une pompe de relevage automatique.

La DREAL demande la transmission au plus tard le 31 décembre 2014 des choix techniques retenus pour la mise en place du système de confinement.

III.1.3 Risque d'explosion

Le risque explosion est lié à l'emploi de solvants (vapeurs de liquides inflammables / cabines d'application) et aux installations abrasives (émission de poussières combustibles / poudre de coquilles de noix).

La prévention du risque explosion repose sur le respect de la réglementation ATEX (étude de zonage ATEX, étude d'adéquation du matériel dans les zones ATEX) et la gestion des travaux par point chaud (permis de feu).

III.2 Maîtrise des risques chroniques

III.2.1 Pollution de l'air

L'enjeu environnemental principal est la prévention de la pollution de l'air, notamment les émissions de composés organiques volatils (COV) dont les principales sources sont :

- les cabines d'application,
- les installations de combustion associées aux cabines précitées (fours et sècheurs).

Les rejets sont canalisés et rejetés par le biais de cheminées (cabines, fours et sècheurs).

Afin de caractériser ses rejets atmosphériques, l'exploitant a fait réaliser 5 campagnes de mesures des polluants à l'émission entre avril 2009 et février 2011. Ces campagnes d'analyses ont mis en évidence :

- des dépassements des valeurs de rejets en COV totaux au niveau des émissaires de l'atelier des revêtements à base de silicone (application et cuisson)²,
- des dépassements des valeurs de rejets en N-Méthyl-2-pyrrolidone (NMP) au niveau des émissaires de l'atelier des revêtements fluorés (application et cuisson)³.

Afin de mettre en conformité les émissions de COV, l'exploitant se fait accompagner depuis décembre 2010 d'un expert indépendant en matière de traitement des COV pour :

- d'une part l'établissement des Plans de Gestion des Solvants et l'étude de la faisabilité de mise en place d'un Schéma de Maîtrise des Émissions (SME) de COV⁴,
- d'autre part, les études techniques de conception et notamment de dimensionnement d'un système de traitement des COV.

Les études menées ont conclu en la faisabilité de mise en place d'un SME et la nécessité de retenir un système de traitement destructif par oxydation thermique des COV, au regard de la performance attendue en terme de taux de réduction des COV⁴. En effet, le premier PGS et l'étude de faisabilité du SME, réalisés en 2011, ont établis que les émissions annuelles cibles de COV totaux devaient être réduites de 54 % à production équivalente de 2011 (35 tonnes de COV totaux émises en 2011).

Dans sa demande de régularisation, l'exploitant s'est engagé à :

- mettre en service un système de traitement des COV émis par les 2 cabines principales l'atelier silicone pour fin 2012 (réduction prévisionnelle de 47 % des émissions totales de COV) ;
- substituer progressivement les revêtements contenant la substance NMP pour fin 2015 (réduction prévisionnelle de 22 % des émissions totales de COV).

² La substance NMP est classée reprotoxique par l'Union Européenne depuis le 15 janvier 2009. Une valeur limite de rejet de 2 mg/m³ est imposée en cas de flux horaire supérieur à 10g/h depuis le 1^{er} juin 2010. Elle entre dans la composition de la plupart des revêtements Teflon.

³ La mise en place d'un SME permet de garantir que le flux total des émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricto sensu des VLE canalisées et diffusées.

⁴ L'exploitant avait initialement envisagé un traitement biologique, moins coûteux en investissement et en fonctionnement

Le délai sollicité pour la substitution des revêtements contenant la substance NMP est justifié par les délais nécessaires au développement de revêtements alternatifs (R&D en laboratoire, test d'industrialisation, validation des caractéristiques (performances anti-adhésives et durée de vie) des nouveaux revêtements avec chaque client).

L'exploitant a fait réaliser une étude des risques sanitaires dus aux rejets atmosphériques actuels, basées sur une modélisation de la dispersion atmosphérique et prenant en compte les enjeux présents dans l'environnement du site (habitations et établissements industriels). Cette étude conclut en l'absence d'effet cancérigène ou néfaste pour les populations et les salariés riverains pour l'ensemble des substances possédant une Valeur Toxicologique de Référence émises par le site. Le choix des données pour cette évaluation est pertinent et conservatoire (émissions égales aux consommations, projet de réduction des émissions de COV via la mise en place d'un traitement destructif et la substitution de la substance NMP non pris en compte, durée d'exposition ...).

L'ARS a remis un avis en date du 17 novembre 2011 concernant l'évaluation des risques sanitaires dans lequel elle donne un avis favorable à la demande de prolongation du délai de mise en conformité concernant les rejets de NMP par l'exploitant (programme de substitution jusqu'à fin 2015).

Concernant la première échéance de l'engagement de l'exploitant (mise en service du système de traitement destructif des COV émis par l'atelier silicone par oxydation thermique pour fin 2012), l'exploitant a mis en service ledit système en septembre 2012. L'engagement a été respecté. Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée pour vérifier les niveaux d'émission de COV après la mise en service du traitement. Selon les résultats de cette campagne, les émissions canalisées de COV des 2 principales cabines de l'atelier silicone ont été réduites de 99,5 %.

L'exploitant a transmis à l'inspection le PGS de 2012, auquel est joint une évaluation des émissions de COV de l'ensemble des installations pour l'année 2013 (hypothèse de consommation en solvants équivalente à la consommation de 2012). Cette évaluation fait état d'une baisse des émissions de COV d'environ 12 tonnes par rapport aux émissions de 2012 portant ainsi les émissions totales de COV à 18,2 tonnes pour une émission annuelle cible de 16,7 tonnes.

Les objectifs définis en matière de substitution de la substance NMP permettront de réduire les émissions de COV totaux bien en-deçà de l'émission annuelle cible (réduction liée à la substitution : environ 5 tonnes). Néanmoins, la définition de ces objectifs est nécessaire pour respecter les niveaux d'émission de la substance NMP. L'objectif est d'obtenir un flux de NMP inférieur à 10 g/h, seuil en-dessous duquel la réglementation n'impose plus de limite de concentration pour les rejets. Le taux attendu de réduction des émissions de NMP est de 99% d'ici fin 2015.

Les engagements pris concernant la mise en conformité des rejets de COV et les mesures de réduction à la source proposées et engagées apparaissent cohérentes dans leurs principes avec la réglementation et les meilleures techniques actuellement disponibles à un coût économiquement supportable pour l'entreprise.

Il est à noter que les émissions de COV ont été significativement réduites à la source avec la substitution du dégraissage / décapage chimique des moules à retraiter auparavant au perchloroéthylène (classée substance cancérigène) par du décapage thermique en 2008 (réduction des consommations et émissions de solvants d'environ 30%). L'exploitant a poursuivi ses efforts en matière de réduction des émissions de COV avec la récupération de la totalité des solvants de nettoyage des cabines et la substitution de certains produits de nettoyage par des produits à teneur en solvants plus faible ou sans solvants (2009 à 2011).

Les installations abrasives utilisant les différents types de média sont équipées de captation de poussières aux points d'émission par tuyauteries étanches qui sont amenées vers des dépoussiéreurs spécifiques. L'installation de décapage par média organique est équipée d'un dépoussiérateur Tord de type cyclone. Les dépoussiéreurs de l'installation utilisant de la grenaille et du corindon sont équipés d'extracteurs menant vers une sortie sur lit d'eau pour éviter le rejet à l'atmosphère de poussières.

III.2.2 Pollution de l'eau

Prélèvements et utilisations

Le site est alimenté par le réseau public commun d'alimentation et est équipé d'un disconnecteur en entrée du site. Les niveaux de consommations sont peu importants. En 2011, 411 m³ d'eau ont été consommées par les activités du site répartis comme suit :

- 5 m³ pour compenser l'évaporation naturelle du système de décantation des abrasifs (émissaire A),
- 5 m³ pour les essais des équipements de lutte contre l'incendie,
- 401 m³ pour l'usage sanitaire.

La consommation d'eau de l'établissement est suivie et enregistrée mensuellement.

Rejets

Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées par des gouttières et des regards au niveau de chaque zone et évacuées.

Les eaux pluviales non polluées rejoignent le fossé du site avant de s'infiltrer dans le sol (toitures).

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures issus du trafic de véhicules sur le site sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre la station d'épuration de la ville de Contres.

Au plus tard le 30 juin 2016, l'exploitant met en place un point de collecte des eaux pluviales des voiries légères situées au nord du bâtiment sur lesquelles circulent des engins électriques afin de recueillir l'ensemble des eaux pluviales s'écoulant sur des surfaces imperméabilisées. Celles-ci rejoindront le fossé actuel.

Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont collectées et envoyées dans le réseau communal des eaux usées puis vers la station d'épuration de la commune de Contres. L'exutoire final des effluents de la station de traitement est la Bièvre.

Eaux industrielles

Les condensats des compresseurs sont issus de l'humidité ambiante et ne présentent pas de contamination particulière. Elles sont récupérées au niveau des unités de séchage des compresseurs puis rejetées dans le réseau d'eaux usées. L'exploitant procède mensuellement à un test de turbidité.

Il n'y a aucun autre rejet d'eaux industrielles.

III.2.3 Déchets

Les principaux déchets générés par l'activité du site sont :

- Les déchets d'emballage dangereux,
- Les huiles et solvants de nettoyage usagés,
- Les peintures de revêtements périmées,
- Les médias organiques,
- Les déchets industriels banals et assimilés.

Les déchets dangereux sont stockés par catégorie, sous auvent et sur rétention sur une aire aménagée à cet effet à l'arrière du bâtiment.

Les déchets produits par les activités du site sont éliminés dans des filières agréées.

Le volume de déchets produits par l'établissement en 2012 a été de 290 tonnes. La part de déchets dangereux est peu significative (4,3 tonnes de déchets dangereux en 2012).

III.2.4 Bruit

Le site est implanté en zone industrielle.

Les principales sources de bruits générés par l'établissement sont :

- les équipements de traitement d'air (extracteurs, centrale de dépoussiérage),
- les équipements de production, tous installés dans les bâtiments,
- la circulation des véhicules sur le site.

La campagne de mesure des bruits réalisée en mars 2012 par SOCOTEC, selon les normes en vigueur, a conduit à une conformité réglementaire des bruits émis par l'installation dans l'environnement par rapport aux exigences de l'arrêté du 23 janvier 1997.

III.2.5 Impact sur la santé

L'évaluation des risques sanitaires liés aux émissions de COV du site a été réalisée par la société ANTEA GROUP.

L'exploitant a fait réaliser une étude des risques sanitaires dus aux rejets atmosphériques actuels (rapport ANTEA group de novembre 2011) basée sur une modélisation de la dispersion atmosphérique et prenant en compte les enjeux présents dans l'environnement du site (habitations et établissements industriels). Cette étude conclut en l'absence d'effet cancérogène ou néoplasique pour les populations et les salariés riverains pour l'ensemble des substances possédant une Valeur Toxicologique de Référence émises par le site. Le NMP ne possède pas de Valeur Toxicologique de Référence. Toutefois, l'ARS a remis un avis en date du 17 novembre 2011 concernant l'évaluation des risques sanitaires dans lequel elle donne un avis favorable à la demande de prolongation du délai de mise en conformité concernant les rejets de NMP par l'exploitant (programme de substitution jusqu'à fin 2015).

L'étude des impacts sur la santé contenue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter conclut que le risque sanitaire lié aux activités normales de la société LR2A n'est pas inacceptable.

II.2.6 Trafic de véhicules.

Les accès au site s'effectuent par la rue Nicolas Appert.

Le trafic de véhicules lié à l'activité du site se décompose comme suit :

- environ 45 véhicules légers par jour (véhicules des personnels et des visiteurs)
- 7 à 8 poids lourds par jour (réception et expédition de produits, évacuation de déchets...)

Le trafic engendré par l'activité du site est négligeable par rapport au trafic local (<2%). Le chargement des camions est effectué de façon optimale afin de réduire le nombre de trajets. Les livraisons et expéditions ne se font que durant la journée et les jours ouvrés.

Les véhicules légers sont stationnés sur un parking privé et ne perturbent donc pas la circulation.

IV. RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES DE MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS

Compte tenu du nombre d'actions de mise en conformité ou d'amélioration définies dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation et des investissements qu'ils représentent, et au regard de la situation financière de l'entreprise⁴, l'exploitant s'est engagé selon un échéancier, repris dans le projet d'arrêté (cf courrier du 14/06/2013 joint en annexe).

L'ensemble des échéances définies dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation sont listées dans le tableau ci-dessous :

Nature des travaux	Echéance maximale de réalisation	Coût
Mise en place du système de destructif des COV (émissaire 2)	Réalisé	Investissement 310 k€ Fonctionnement 37 k€/an
Programme de substitution de la substance N-méthyl-2-pyrrolidone (NMP)	31.12.2015	50 k€
Mise en place d'un système de confinement sur site de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie comportant notamment un bassin de rétention.	30.06.2016	500 k€
Collecte de l'ensemble des eaux pluviales s'écoulant sur des surfaces imperméabilisées	30.06.2016	
Mise en conformité du désenfumage	31.12.2014	50 k€
Mise en place de 2 portes coupe feu (porte de communication entre l'atelier et les bureaux et porte de communication entre l'atelier et les locaux sociaux).	31.12.2014	10 k€

⁴ Années 2010, 2011, 2012 : chiffre d'affaires autour de 5,5 M€ et résultat net respectivement de 345 k€, 361 k€ et 160 k€ (diminution significative)

V. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur, le conseil de la communauté de communes du Controis et les chefs de services consultés au cours de la procédure ont émis des avis favorables parfois assortis de remarques que le projet d'arrêté préfectoral a pris en compte.

Afin d'améliorer la sécurité du site et de mettre ses installations en conformité l'exploitant s'est engagé :

- à mettre en conformité la surface utile de désordrénage du bâtiment principal au plus tard le 31 décembre 2014.
- à mettre en place un système de confinement étanche aux produits collectés et présentant une capacité minimum de 500 m³ au plus tard le 30 juin 2016.
- à poursuivre son programme de substitution du NMP afin que le flux de NMP rejeté par l'installation soit <10 g/h au plus tard le 31 décembre 2015.

Compte tenu des mesures prises ou prévues, du niveau de maîtrise des impacts et des dangers sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

V. CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société Liotellier RZA sur le territoire de la commune de Contres, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

La technicienne supérieure de l'économie et de
l'industrie

Vu et transmis avec avis conforme,
à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur et par délégation

Le chef de l'unité territorial du Loir-et-Cher

Copie : DREAL Centre (SEIR)

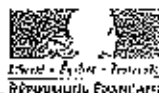
Annexe 1 : Détail des observations émises dans le cadre de l'enquête publique / éléments de réponses du pétitionnaire

Lettre de Madame Nicole VERNIERE du 10 octobre 2012 déposée le 11 octobre 2012 à la mairie de Collos	
Observations de	Réponse du pétitionnaire par courrier du 31 octobre 2012
<p>Fait part de ses ennuis médicaux (gorge irritée, toux, maux de tête, ulcère à l'estomac, sensibilité de la glande thyroïdienne) durant son activité dans la déchetterie située à proximité de la société LR2A (mai 2005 à septembre 2010). Indique qu'au jour de sa lettre et malgré une légère amélioration depuis six mois elle a toujours la gorge irritée et souffre toujours de toux. Mentionne également qu'elle a quitté son emploi à la déchetterie à cause des problèmes de santé précités.</p> <p>Indique qu'elle a fait part durant son activité de ses troubles médicaux à son employeur sur main courante ainsi qu'à son médecin.</p> <p>Déclare qu'elle émet des doutes sur les retombées de particules agressives de l'usine LR2A qu'elle pense être à l'origine de ses problèmes de santé.</p> <p>Mentionne enfin qu'elle est suivie médicalement pour un ulcère à l'estomac et une sensibilité de la glande thyroïde.</p>	<p>Indique qu'il ne se prononcera pas « sur l'aspect médical du dossier mais qu'au vu des fiches de données de sécurité des produits, il n'y a pas d'élément qui signale un risque évoqué par »</p> <p>Précise également que les rapports des analyses sur les effluents atmosphériques (en annexe 11 du dossier de demande d'autorisation) montrent qu'il n'y a pas de rejets de particules et que de l'évaluation des risques sanitaires (en annexe 24 du dossier de d'autorisation) montrent qu'il n'y a pas de risques.</p>
Mentionne que lors du fonctionnement de la cheminée de la société LR2A de la fumée très noire sortait de la cheminée.	Indique que de la fumée noire peut être émise exceptionnellement par la cheminée en cas de traitement de matériel très gras. La fumée étant générée par la combustion des huiles alimentaires mais que cet épisode reste épisodique.
Mentionne que lors du fonctionnement de la cheminée de la société LR2A des flammes sortaient quelques fois de la cheminée	<p>Indique qu'un incident ponctuel a eu lieu sur le site et qu'à cette occasion des flammes sont remontées dans l'une des cheminées des fours.</p> <p>Précise également que depuis les contrôles de maintenance (ramonage des cheminées...) et de paramètres de production (programme adapté au type de plaques...) ont été renforcés.</p>
Mentionne que lors du fonctionnement de la cheminée de la société LR2A le pare-brise de son véhicule était recouvert d'un léger film « gras ».	Souligne « que la production fonctionne 24 heures sur 24, 5 jours par semaine et que ce phénomène s'il existait serait permanent et qu'il devrait se produire sur les véhicules de son personnel. »

Annexe 2 : Détail des observations des services consultés / éléments de réponse du pétitionnaire / prise en compte par la DREAL

Avis des services comportant des observations/recommandations	Réponse de l'exploitant	Commentaire de la DREAL
Avis du SDIS du 13 mai 2013 (cf. pièce jointe)	<p>Par courriel du 14 juin 2013, l'exploitant a répondu à l'ensemble des recommandations formulé par le SDIS :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nous disposons de 3 bornes d'incendie, mises à dispositions par la commune de Contres, d'un débit total de 240 m³/h. 2. Nous communiquerons ces valeurs au SDIS dès que nous les aurons. 3. Les préconisations pour le bassin de rétention des eaux d'incendie seront prises en compte lors de la conception et de la mise en place. 4. Les voiries actuelles servant à la circulation des poids lourds et les zones de parking sont conformes. Les voiries légères seront adaptées si nécessaire lors de la création du bassin de rétention. 5. Nous installerons 2 portes coupe-feu pour séparer les bureaux et les locaux sociaux de la zone ateliers (comme discuté avec le Lieutenant BEAUNE le 4 juin dernier). 6. Des exutoires de fumées seront ajoutés en 2015 pour avoir 2% dans les ateliers de peinture silicone et téflon, et 1% pour les autres parties. 7. Nos installations électriques sont conformes et sont vérifiées annuellement. 8. Un contrôle par thermographie infra-rouge est réalisé annuellement. 9. Nos installations sont équipées d'une alarme sonore. 10. Nos locaux sont équipés des extincteurs adéquats en fonction des locaux et des produits (voir plan général incendie en annexe 20). 11. Nos locaux sont équipés de RIA en nombre suffisant (voir plan général incendie en annexe 20). 12. Les consignes faisant apparaître lisiblement les numéros « 18 » ou « 112 » sont implantés près des postes téléphoniques. 13. Les consignes précisant la conduite à tenir en cas d'incendie existent et sont affichés aux évacuations de secours. 14. Tous les moyens de secours sont vérifiés annuellement. 15. Les consignes pour l'accueil des secours sont actuellement manquantes. Nous allons les rédiger rapidement. 	<p>Les recommandations du SDIS sont prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :</p> <p>Défense incendie : article 7.7.3 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Isolément des milieux et Rétention des eaux d'extinctions : articles 4.2.4.2, 4.3.5 et 7.7.6.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Accès : article 7.3.1. du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Isolément des bureaux et locaux sociaux : article 7.3.1.2 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Désenfumage : point 7.3.2.1.4.2 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Electricité : article 7.3.3 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Moyens de secours : chapitre 7.7 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>

Avis des services comportant des observations/recommandations	Réponse de l'exploitant	Commentaire de la DREAL
<p>Avis de la DDT du 8 août 2012 (cf. pièce jointe)</p>	<p>16. Le Lieutenant , lors de sa visite le 4 juin dernier, nous a précisé qu'il ne fallait pas leur transmettre ces plans. Nous ne faisons pas partie actuellement de leur priorité. Ces plans sont à garder chez nous.</p> <p>Effluents industriels</p> <p>Par mail du 9 avril 2013, l'exploitant confirme qu'en dehors des condensats des compresseurs il n'y a aucun rejet d'eau industrielle (pas d'effluents au niveau de la sortie sur lit d'eau en aval des dépoussiéreurs des installations abrasives). Les condensats des compresseurs sont issus de l'humidité ambiante et sont filtrés (séparateur des huiles et particules de poussières). Un test mensuel de la turbidité permet de contrôler l'absence de colmatage des filtres.</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>Par mail du 9 avril 2013, l'exploitant indique qu'il prendra en compte la demande d'éviter tout rejet d'eaux pluviales dans le réseau communal lors de l'étude du bassin de rétention.</p> <p>Entretien du séparateur déboureur</p> <p>Lors de la visite de la DREAL le 31 mai 2013 l'exploitant a confirmé que le déboureur était nettoyé annuellement (dernier nettoyage en avril 2013).</p>	<p>Création du système de confinement : Articles 4.3.5 et 7.7.6 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Entretien du séparateur déboureur : Article 4.3.3 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Avis du conseil général du 25 septembre 2012 (cf. pièce jointe)</p>	<p>-</p>	<p>La DREAL a pris en compte les corrections signalées dans la version papier du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p>



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RECETTES

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Le 10 AOUT 2012

Blots, le 09 AOUT 2012

Direction
Départementale
Des Territoires
Service Eau et
Milieu

Le directeur départemental

à
Madame la directrice départementale
de la Cohésion Sociale et de la Protection
des Populations
Service Protection de l'environnement
BP 10269
41006 BLOIS CEDEX

DHOSPP 41
11
Recette

10 AOUT 2012

Vice

Conseiller

Objet : NPE - Société HOTELLIER à Blois (demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une entreprise d'application de revêtements adhésifs)

Visé : Dossier NPE par C. 2009-1000

Reçu : CC - n° 3522

P.L.

Vous m'avez transmis pour avis un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter une entreprise d'application de revêtements adhésifs présentée par la société HOTELLIER K2A à Blois.

Ce dossier prévoit un nouveau système de traitement des composés organiques volatils (COV) et remplace celui qui a été présenté en 2011 pour lequel la DDT avait émis un avis le 27 septembre dernier. La plupart des observations ont été reprises.

Vous trouverez ci-après les observations suivantes :

➤ Eau :

- Unité Mécanisme des Polluants de l'Eau (Contact : Frédéric THÉVIN 02-54-55-75-93)

La société Hoteulier, située dans la zone industrielle des Bureliers, représente une superficie de 23 781 m². Les eaux pluviales et usées rejoignent le réseau communal séparatif.

Eaux usées : Les eaux de condensats récupérées au niveau des unités de séchage des compresseurs sont collectées en bidon et rejetées dans le réseau d'eaux usées, à raison d'environ 100 litres/jour. Selon le dossier présenté, ces eaux ne contiennent aucun polluant spécifique.

Il conviendrait d'étayer cette affirmation par une analyse de ces eaux.

Eaux pluviales : La gestion des eaux pluviales de la zone soumise, comprenant cinq sous-bassins versants, est encadrée par l'arrêté préfectoral du 30/11/2006. Les eaux pluviales des voiries et des parkings sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le fossé en bordure du site. Les eaux pluviales du toit ne sont envoyées directement dans un fossé en bordure du site.

Bureau postal
17, rue de l'Église
41012 Blois cedex
02 54 55 75 93
02 54 55 75 94
02 54 55 75 95

Il est précisé dans le dossier que la création d'un bassin de rétention, permettant la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction d'incendie, est en cours d'étude et prévue en 2013 voire 2014. Ce bassin devra notamment être équipé d'un dispositif de fermeture en sortie et d'un ouvrage de régulation du débit.

Conformément au point M-2 du SDAGE Loire Bretagne 2010-2015, le débit de fuite global des eaux pluviales du site (toitures, voiries, parkings et espaces verts) doit être limité à 20 litres/seconde pour une pluie de retour décennal. Compte tenu du fonctionnement actuel du réseau communal, il est nécessaire d'éviter tout rejet d'eaux pluviales dans le réseau unitaire même pour les eaux issues des surfaces non étanches.

► Aménagement du territoire :

- Unité Politiques Publiques de l'Urbanisme (Contact : Chantal VIRELOU A010 02-54-55-75-66)

L'avis qui vous a été transmis le 27 septembre 2011 est reconduit, à savoir :

Le PLU de Contres est actuellement opposable, néanmoins sa révision générale est en cours d'étude.

Les bâtiments sont situés en zone UE du PLU (zone dédiée aux activités industrielles, commerciales ou tertiaires).

A proximité (3 km) se trouvent une zone Natura 2000 « Sologne » et une ZNIEFF « Forêt de Cheverny » ; l'évaluation des incidences Natura 2000 (annexe 8 du dossier) ne met en évidence aucune incidence de l'activité du site sur la zone naturelle.

En ce qui concerne les servitudes d'utilité publique, le secteur concerné n'est pas traversé par ce type de servitudes.

- Unité Espaces Publics, Énergie, Climat (Contact : Aurélien MARISCAU 02-54-55-75-65)

Étude d'impact :

Page 12 : « le premier projet...du 15 décembre 2012 », il s'agit du 15/12/2011

Page 46 : le nombre de véhicules légers RD956 au nord de Contres est de 7219 (et non de 2 645), soit un total de 7 919 (au lieu de 2 919)

Page 53 : Rejets des installations nuisives : 3ème paragraphe

Il y a bien un rejet d'eaux industrielles.

Sans attendre 2014, le bassin pluvial pourrait être réalisé rapidement sur les espaces non revêtus.

Les eaux pluviales provenant des gouttières pourraient être récupérées pour l'incendie, il conviendrait de préciser les conditions de nettoyage du déversoir.

► Autres :

Page 41 de l'étude d'impact :

L'arrêté préfectoral de 2010 concernant la composition de la commission locale de l'eau du SAGE Clers aval, n'ayant à échéance, est en cours de révision. La phase préliminaire du scénario technique a été réalisée et l'évaluation environnementale est en cours.

Le directeur départemental des territoires,

28 SEP. 2012

LOIR-ET-CHER



SERVICE SECURITE GESTION ENTRETIEN

Elouis, le 25.09.12

1095

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE LOIR-ET-CHER

A

DOCSIP 41
N° 12-1875
Reçu

01 OCT. 2012

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations
Sous-direction de la Protection des Populations
Service Protection de l'Environnement
34, avenue Maunoury
BP 10269
41006 Blois Cedex

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Lhotellier à Contres
Demande d'autorisation d'exploiter

Par courrier du 09 juillet 2012, vous me transmettez, pour avis, le dossier de demande d'autorisation de la société Lhotellier dans le cadre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Après examen, je n'ai pas d'observation particulière à formuler sur l'accès existant et les rejets des eaux.

S'agissant de l'avis sur l'aspect environnement, je vous fais part des deux remarques suivantes sur le dossier :

- page 41 : SAGE Cher Avat : il est indiqué qu'« À ce jour, aucun document d'état des lieux ou de diagnostic du milieu n'a été produit ». Or, un état des lieux a été validé par le GLE du SAGE le 17 février 2011 et un diagnostic est venu compléter cet état des lieux en mars 2012.

- page 71 : gestion des déchets : il est fait référence au décret n° 2002-540 du 18 avril 2002. Ce décret a été abrogé par un décret de 2007 qui a codifié les dispositions relatives à la nomenclature des déchets (cf Code de l'environnement, article R 541-8).

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - COLLEGES, INFRASTRUCTURE
DIRECTION MOBILITÉ

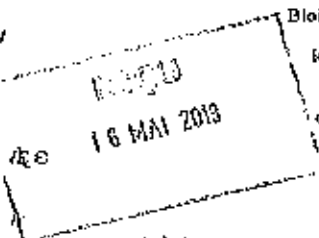
Conseil Général de Loir-et-Cher - Hôtel du Département - Place de la Résistance - 41000 Blois Cedex



Groupeement Opérationnel

Service Prévision

N° 244ADIS/2013/00



Blois, le 13 MAI 2013

le Directeur du Service Départemental
d'Incendie et de Secours
Chef du corps départemental
des sapeurs-pompiers de Loir et Cher

Monsieur le Préfet de Loir et Cher
DDCSPP

3-1 avenue Maitreux
BP 10269

41006 BLOIS CEDEX

DDCSPP 41

N° 1300940

Reçu le

16 MAI 2013

Via 174

Distribution PFF

OBJET : commune de CONTRES - demande d'autorisation d'exploiter une activité d'application de revêtements anti-adhérents.

RÉFÉRENCES : Demande d'autorisation KPS et affaire suivie n° date du 11/04/13
enregistré S.D.I.S. le 15/04/13.

NUMÉRO DE DOSSIER : 0500178

Par courrier cité en référence, vous nous avez transmis le projet présenté par la société LHOUELLIER R2A, 6 rue Nicolas Appert, commune de CONTRES relatif à une demande d'autorisation d'exploiter une activité d'application de revêtements anti-adhérents.

I- Description sommaire :

La société LHOUELLIER R2A (LHOUELLIER revêtement anti-adhérent) est spécialisée dans l'application de revêtements anti-adhérents pour les moules de l'industrie agro-alimentaire (boudinagerie, biscuits, pâtes, etc.).

L'établissement est constitué de 3 bâtiments :

- le bâtiment principal de 2 994 m²;
- le bâtiment secondaire (A) de 600 m² adossé au bâtiment principal;
- un bâtiment indépendant (B) de 133 m²;
- un local (C) qui correspond à un container climatisé de 12 m³ pour le stockage des produits finis.

Ces bâtiments sont construits en charpente métallique avec toiture et bardage métallique.

Une trentaine de personnes sont présentes en moyenne sur le site. L'établissement fonctionne toute l'année, du lundi 6h00 au samedi 6h00. En dehors des heures d'activité l'accès au site est fermé par des portails métalliques et tous les bâtiments sont fermés à clef. Des rondes aléatoires de jour comme de nuit sont effectuées par une société spécialisée.

Moyens de lutte interne de l'établissement :

- détection incendie généralisée et boîtiers bris de glace associé à un dispositif d'alarme;
- présence de personnes sur le site et télésurveillance en dehors des heures de travail;
- extincteurs de toutes tailles;
- robinets d'incendie armés et extincteurs;
- personnel formé.

Défense extérieure contre l'incendie:

- 3 PE de 100 mm (n°8, n°9 et n°10) sont situés rue Nicolas Appert.

Cet établissement sera soumis à autorisation pour les rubriques:

- 2940-2
- 2566

2 - Etude du Projet

Cette étude concerne plus particulièrement l'accessibilité des engins de secours, les mesures constructives des bâtiments et la défense incendie.

Elle s'appuie sur le dossier présenté par le pétitionnaire comprenant la notice de sécurité, les plans et sur les textes réglementaires et recommandations suivantes :

- Code de l'urbanisme livre I - titre I - articles R111-2 et R111-4 ;
- Code du travail livre II - titre III hygiène et sécurité ;
- Circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 complétée par le document technique (D9) relatif au dimensionnement des besoins en eau ;
- Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

3 - Observations et Recommandations du SDIS

Au vu de l'étude visée ci-dessus, le SDIS émet les recommandations suivantes:

Défense incendie :

- 1) Disposer d'un potentiel hydraulique de 240 m³/h.

Ce débit devra être réparti sur les hydrants publics existants afin de pouvoir assurer une bonne répartition des moyens de secours.

Ces hydrants doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- être conformes à la norme française NFS 61-213,
- être placés directement sur une canalisation d'un diamètre d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1 000 l/min minimum (simultanément) sous une pression dynamique de 1 bar,
- se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci, l'orifice de 100 mm orienté face à l'axe de la voie de circulation,
- respecter les règles d'installation, conformément à la norme française NFS 62-200.

Si les hydrants existants sont insuffisants pour assurer le débit exigé, il sera nécessaire d'envisager la création d'une réserve incendie pour pallier le déficit hydraulique du réseau public. Cette réserve devra être égale au double du déficit hydraulique. Des olives de mise en aspiration (32m² par véhicules 4X8 mètres) devront permettre la mise en œuvre des engins pompes.

Ces dispositions devront être réalisées en accord avec le service "PREVISION" de la D.D.S.I.S. (tel : 02-54-51-51-63) qui s'assurera de l'extension des prescriptions mentionnées ci-dessus à la réception des travaux.

- 2) Fournir au service départemental d'incendie et de secours le débit maximal obtenu par les hydrants existants en simultané.

Rétention des eaux d'extinction

- 3) Prévoir un volume de rétention des eaux d'extinctions suffisamment dimensionné. L'isolement des eaux pluviales par rapport au réseau public devra être prévu. Ce dispositif devra être manœuvrable en toutes circonstances. *La création d'un bassin de rétention permettant la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction est en cours d'étude pour une création en 2014 prévue dans le dossier.*

Accès

4) Retenir les caractéristiques suivantes pour les voies utilisables par les engins de secours :

- force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes ;
- rayon intérieur minimum de 11 m ;
- surlargeur S : 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 m ;
- hauteur libre 3,50 m ;
- pente maximale 10 % ;
- résistance au poinçonnement : 100 KN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre ;

Construction - Isolation

5) Isoler l'ensemble de la zone de bureaux par rapport à la zone de stockage par des murs coupe-feu REI 120, bloc portes REI 60 dotés d'une ferme porte. Les murs coupe-feu seront prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Désenfumage

6) Implanter dans les locaux de plus de 300 m³ des exutoires de fumées. La surface des exutoires de fumées devra être mise en adéquation au regard de la réglementation sur les installations classées (surface de désenfumage, cantonnement, positionnement par rapport aux murs coupe-feu).

Les commandes des exutoires de fumées seront positionnées à proximité des sorties.

Electricité

- 7) Réaliser les installations électriques conformément aux normes françaises homologuées.
- 8) Faire contrôler périodiquement par thermographie infrarouge les installations électriques.

Moyens de secours

9) Installer un équipement d'alarme, constitué de tout dispositif sonore à condition qu'il soit autonome et audible en tout point de l'établissement.

10) Implanter des extincteurs en nombre et qualité appropriés aux risques à défendre.

11) Implanter les robinets d'incendie armés de façon à ce que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte par le jet de deux lances.

12) Afficher dans l'ensemble de l'établissement des consignes faisant apparaître très lisiblement le numéro "18" ou "112" pour appeler le service d'incendie et de secours.

13) Établir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie. Ces consignes seront diffusées à tous les membres du personnel, les afficher à l'intérieur des bâtiments. Elles devront préciser le ou les points de ralliement du personnel.

14) Faire procéder à la vérification périodique et à la maintenance l'ensemble des moyens de secours, R.I.A., extincteurs, asservissements des portes coupe-feu.

15) Prévoir des consignes précises pour l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les heures de fermeture du site, pour permettre l'accès des secours aux bâtiments (déverrouillage des accès par le personnel ou une société de surveillance).

16) Transmettre au Service Départemental d'Incendie et de Secours avant la mise en service les documents nécessaires à l'élaboration du Plan d'Établissement Répertorié :

- Plan de situation
- Plan-masse

- Plan de chacun des bâtiments avec indication des cantons de désenfumage, des emplacements des commandes de désenfumage, implantation des coupures en énergie.

17) Respecter toutes les autres dispositions prévues sur les plans et notice de sécurité.

Toutes les dispositions de la réglementation citée ci-dessus non reprises dans cette étude restent néanmoins applicables.



Hotelier R2A
Siège social et usine :
ZI - A Rue Nicolas Appert
F-41140 Contres France
tél. : +33 (0)2 54 79 70 00
Fax : +33 (0)2 54 79 70 10
Internet : www.hotelier-r2a.fr
E-mail : info@hotelier-r2a.fr
S.A.S. au capital de 376.100 €
RCS Blois 404 376 535
N° Intracommunautaire FR 87404376535

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale de Loir et Cher

49bis rue Laplace
41000 BLOIS

N/R4F: 1557/13/PA

Objet : Modification du dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

Dans notre demande d'autorisation d'exploiter que nous avons déposée en Préfecture le 30 avril 2012, nous avions donné des échéances de fin 2013 pour la mise en place d'exutoires de fondée supplémentaires et de fin 2014 pour la création d'un bassin de rétention des eaux en cas d'incendie.

La situation économique depuis quelques années, les résultats de notre société en 2012 et les perspectives pour le futur proche, nous inquiètent fortement.

Notre chiffre d'affaire ces 3 dernières années a peu évolué (voir légèrement baissé en 2012), mais surtout, notre résultat net a chuté de 56% entre 2011 et 2012.

Année	Chiffre d'affaire (en K€)	Résultat net (en K€)
2010	5 541	345
2011	5 640	381
2012	5 623	100

Cette baisse est due à la situation économique de nos clients et à la forte tension sur les prix venant de nos concurrents étrangers qui font du dumping par manque de travail dans leur pays (Espagne entre autre).

Pour faire face à cette situation, nous avons également un besoin urgent d'investir dans des outils de production afin de pouvoir améliorer notre productivité. Il nous faut donc concentrer les moyens financiers qui nous restent dans cet objectif.

Ces difficultés nous amènent à demander un délai supplémentaire de 12 mois pour la mise en place des exutoires de fondée que nous faisons pour fin 2014, et de 18 mois pour le bassin de rétention que nous faisons pour mi 2016.



L'Hotelier R2A Revêtements AntiAdhérents

Dans notre demande initiale, nous avions prévu que le bassin de rétention collecterait toutes les eaux pluviales du site (voiries et toitures). Dans un souci d'économie, nous envisageons maintenant de ne plus collecter les eaux pluviales et de conserver les évacuations existantes. Par contre, nous créerons des dérivations avec des vannes qui permettront de diriger ces eaux vers le bassin en cas d'incendie.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur Madame, l'expression de ma haute considération.

CONTRES, le 14 juin 2013